

Le Journal de Lévis, 4 février 2009. La Davie risque la faillite



Le pire est à imaginer pour les 1 100 travailleurs mis à pied en décembre. Le principal client de la Davie, la norvégienne Cecon, a fait savoir vendredi dernier qu'elle ne serait pas capable de rencontrer les exigences de sa banque prêteuse tel que prévu pour le 5 février.

Par Marc-André Gagnon
ma.gagnon@journaldelevis.com

Cela arrive après que le 19 janvier dernier, Cecon ait reçu un avis d'annulation de sa facilité de crédit de l'ordre de 200 M\$US. Pour Chantiers Davie inc, Cecon implique un contrat de plus de 400 M\$US pour trois navires en construction depuis un an. Des trois navires, l'un d'eux serait très avancé. Or, voilà que l'acheteur n'a plus les moyens de payer ni sa banque, ni la Davie. N'en fallait pas plus pour compliquer les négociations avec Exportations Développement Canada (EDC), qui doit émettre des garanties de prêt de l'ordre de 380 M\$ et à qui on avait demandé une avance de prêt rapide de 20 M\$ afin de permettre un retour des travailleurs progressif en février.

Dans un communiqué de la Davie adressé aux employés et dont le Journal de Lévis a obtenu copie, on peut lire que « Malheureusement, nous ne pouvons reprendre les activités sur le chantier tant que nous n'aurons pas l'assurance que les navires nous seront payés. »

Initialement, Cecon devait pouvoir bénéficier de garanties de prêt provenant d'EDC afin de pouvoir maintenir sa ligne de crédit dès le premier trimestre de 2008. Or, c'est lors de ce même trimestre que la Davie a enregistré des pertes de près de 55 M\$, entraînant la démission du chef de la direction de l'époque Gilles Gagné puis la mise en branle de tout un plan de refinancement. Chemin faisant, les démarches afin d'obtenir les garanties de prêt n'ont été entreprises par la Davie auprès de l'agence fédérale que tard à l'automne.

Le 4 novembre 2008, Cecon devait verser les intérêts dus auprès de sa banque, DnB NOR, principale banque norvégienne. Cela n'ayant été possible, un délai a été obtenu jusqu'au 19 décembre, en raison d'une entente d'investissement avec le groupe Bergen. Les garanties de financement n'étant toujours pas complétées, un second report a été demandé au 4 février 2009 et à ce jour l'impasse demeure.

Malgré les efforts de Cecon afin de renouveler sa ligne de crédit, il semble que les chances d'y arriver soient faibles. En effet, le principal actionnaire de la DnB NOR bank est nul autre que l'État Norvégien avec 34% des parts. Ainsi, bien peu d'institutions financières seraient prêtes à risquer l'aventure. Dans sa note aux investisseurs du 30 janvier, Cecon entend convoquer au sommet les détenteurs du prêt sous peu.

Sur l'hypothèse du pire pour les 1 100 travailleurs et les investisseurs, le chef de la direction de Chantiers Davie inc., Steinar Kulen, n'a pas voulu se prononcer.